

Bio, en vert et contre tous !

Saint-Antonin Hier au château Mentone, des voix se sont élevées pour promouvoir la consommation de demain avec des circuits courts et des industriels enfin raisonnables.

Pas de répit pour les Bio-consommateurs dont les actions citoyennes tendent vers un seul but, responsabiliser les consommateurs pour un monde meilleur et une consommation plus saine. Ils étaient hier au château Mentone pour le dire entre souplesse et véhémence... Pour Bernard Astruc, président de l'association et organisateur de « La bio est dans le pré », depuis sept ans, « sans écho dans notre interpellation des pouvoirs publics et des élus, notre action devra passer par la consultation des citoyens qui doivent exercer un choix clair sur le type d'agriculture qu'ils veulent voir s'installer en France. »

individuel dans notre consommation quotidienne, il est complémentaire d'une action collective pour rétablir le rapport de force en France avec les lobbys et le pouvoir politique enchaîné dans la finance internationale. Avec une consultation souveraine, les citoyens qui ne votent plus se sentiront concernés. » Et d'ajouter: « Il ne faut pas se contenter de voter tous les 5 ans. On signe des chèques en blanc une fois tous les cinq ans et on se plaint après que le montant ne corresponde pas à ce qu'on avait souhaité. Il faut s'impliquer au quotidien. » Le message est clair, le bonheur est dans le pré si les citoyens agissent pour choisir leur futur. Avec en moyenne 90 666 repas

consommés par un français à l'espérance de vie de 82,8 ans (selon l'Insee en 2015), ça offre un large champ d'action à chacun. Le pouvoir de faire son marché au mieux pour sa santé et celles des agriculteurs locaux. Dès lors, les bio consommateurs espèrent passer au stade des actions collectives pour une meilleure alimentation dont la santé de tous et celle de la planète dépendent.

I.B.

www.labioestdanslepre.fr
www.consommateurspascobayes.com
marchedescobayes.org
www.referendum-souverain.org
www.maltae.org



La bio est dans le pré en action et en musique hier à Château Mentone. (Photos I.B.)

Dénoncer le «crime industriel» et revenir aux sources

Sébastien Barles, co-initiateur de la marche des cobayes et collaborateur de Michèle Rivasi au parlement européen prend la parole: « Les victimes du glyphosate, des pesticides, de l'amiante, sont isolées face aux mastodontes de l'industrie. C'est toujours le citoyen qui doit prouver le lien de causalité entre sa pathologie et le produit concerné. On veut qu'à l'échelle européenne, comme cela se fait en Italie, on reconnaisse le crime industriel et environnemental. Cela obligerait l'industriel à prouver l'innocuité des produits qu'il nous fait respirer et ingérer. Au niveau européen comme national, les agences qui évaluent les produits sont sous influence, et face à des conflits d'intérêts. » **Malgré tous ces scandales on en est encore à faire des marches solidaires ?** « On réunit les victimes qui se sentent isolées. Les citoyens en ont assez de tous les scandales sanitaires, mais le verrou perdure au niveau politique. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) annonce un décès sur six dû à la pollution. Ça fait des ravages. Les politiques de préventions se focalisent sur le tabac et l'alcool, mais rien n'est dit sur les ravages des perturbateurs endocriniens, de tout ce qui est environnement toxique. On veut une prise de conscience et enfin une politique préventive et non uniquement curative. » Il poursuit: « Il y a une prise de conscience sous la pres-

sion des consommateurs. Pierre Rabhi ne souhaite plus aux gens « bonne santé mais bonne chance. Prenez les nitrates dans la charcuterie utilisées uniquement pour la rendre rose. Ce produit qu'on sait pourtant cancérigène provoque 47 000 cancers colorectaux par an. »

Les industries ne sont jamais culpabilisées comme les citoyens alors que ce sont les plus gros pollueurs.

« Elles ne sont jamais pénalisées et laissent la pollution en héritage aux populations. Le principe du pollueur-payeur ne s'est jamais appliqué aux industriels. Nous voulons la reconnaissance du crime industriel sans chantage à l'emploi. L'industriel doit devenir vertueux, ne plus polluer. Il faut en finir, par exemple, avec le rejet des boues rouges en Méditerranée qui souillent l'écosystème. Depuis peu on peut attaquer collectivement en France, cela va changer les rapports de forces. » Le citoyen peut saisir le parlement européen via une initiative citoyenne, comme pour le glyphosate. L'Europe a aussi interdit la pêche électrique, et vient de rappeler la France à l'ordre sur la pollution atmosphérique, l'obligeant à prendre des mesures. L'Europe doit protéger les citoyens et sortir des conflits d'intérêts. » Militant avec Jean-Louis Jacquemin au sein de l'association « Maltae », pour des territoires aux compétences mutualisées, où l'agriculture de proximité retrouve toute sa

place en cohérence avec la taille des villes qui grignotent le paysage, Odile Pacitto souligne: « On défend l'idée d'une loi liant l'habitation, le logement et l'agriculture. Il ne suffit pas de préserver les terres agricoles, il faut les reconquérir et installer des agriculteurs en lien avec les villes. C'est la sécurité alimentaire des territoires qui est en jeu, et un changement fondamental d'urbanisme et culturel qui se met en place. » Elle précise: « Ce qui nous semblait inenvisageable il y a 5 ou 10 ans, installer un agriculteur pour 20 nouveaux habitants, est possible aujourd'hui. On a perdu 500 000 emplois dans l'agriculture en 30 ans, mais c'est réversible. Ce sont des emplois auxquels aspirent de plus en plus de gens qui veulent changer de modèle et revenir à l'essentiel. Un bien-être et un bien vivre dans l'agriculture de proximité, à taille humaine, l'avenir d'une solidarité ville-campagne, comme on le voit avec les Amap. Ce n'est pas utopique. Nous devons aussi changer nos habitudes alimentaires, manger moins, moins de viande, et mieux, en circuits courts. » Jean-Louis Jacquemin poursuit: « Il faut que les agriculteurs soient reconnus comme étant des acteurs essentiels de l'économie circulaire entre la ville et la campagne. Ils produisent, et transforment des produits qui entrent dans le commerce local. Ils sont partie prenante dans le processus de la transition en cours. »